

Autoroute

La piqûre menace l'union de Morges et sa région

Entre la bretelle contestée et le déclassement du tronçon urbain, le compromis est difficile. Pourtant, l'un n'irait pas sans l'autre

Lauriane Barraud

Dans le délicat dossier du grand contournement, la cacophonie au sein de la région morgienne prend de l'ampleur. D'un côté, Morges souhaite le déclassement de l'autoroute actuelle en un boulevard urbain pour se libérer enfin de sa «balafre». Le Conseil communal devrait d'ailleurs adopter, en avril, une résolution qui encourage la Municipalité à entreprendre toute démarche dans ce sens. De l'autre, Lonay et Bremblens sont récemment sorties du bois pour s'opposer fermement à la bretelle intermédiaire qui traverserait leur territoire pour rejoindre Echandens (24 heures du 6 mars).

Entre les deux options encore à l'étude à l'OFROU (Office fédéral des routes), la variante à deux autoroutes n'est simplement pas envisageable par les édiles de la région. Quant à la seconde, elle bloque à cause de la piqûre. Car, sans elle, il n'y aura pas de déclassement de la traversée autoroutière de Morges en boulevard urbain. D'un côté, Morges a besoin de la piqûre pour espérer se débarrasser de l'autoroute la coupant en deux, alors que des communes voisines s'opposent avec vigueur à l'idée d'une nouvelle liaison autoroutière traversant leur territoire.

Pour leur part, les deux associations régionales - l'ARCAM et Région Morges - se sont quand même prononcées en faveur d'un déclassement de l'autoroute, tout en s'opposant à la fameuse bretelle. Elles souhaitent aussi que le contournement, qui devrait parcourir une quinzaine de kilomètres, soit enterré. Plusieurs syndics ou municipaux interrogés, à l'image de ceux de Tolochenaz ou de Lully, militent pour cette option. Un scénario idéal qui réglerait les dissensions apparentes. Mais il n'est pour l'heure pas envisagé par Berne.

La belle union de la région morgienne semble s'étioler depuis quelques mois. Cette situation est-elle liée au départ de Nuria Gorrite au Conseil d'Etat, sachant qu'elle réussissait comme syndique de

Les tracés des variantes de contournement



«Les divergences au sein de la région ne sont pas insurmontables»

Claire Richard,
présidente de Région Morges

Morges à mettre tout le monde autour de la même table? Claire Richard, présidente de Région Morges et syndique de Chigny, ne le croit pas. «Je n'ai pas constaté de différence depuis son départ, et Vincent Jaques est aussi quelqu'un de rassembleur.»

C'est Berne qui décidera

Aujourd'hui soupçonnée par certaines communes de la couronne morgienne de vouloir avantager le chef-lieu, Nuria Gorrite, ministre en charge des Infrastructures, s'en défend. «La position de l'Etat de



«Avec les deux variantes de l'OFROU, c'est clair qu'il y a un conflit»

Philippe Guillemain,
syndic de Lonay

Vaud dans ce dossier est connue depuis 2009, soit bien avant mon arrivée. De plus, nous avons demandé de poursuivre les études pour connaître l'impact paysager et environnemental de la piqûre, notamment. Certains syndics ont surévalué la résolution Jobin (ndlr: le texte appuie la position de l'Etat de Vaud dans ce dossier). C'est un acte politique et non un acte décisionnel. Je rappelle que ce n'est pas au niveau du Canton que les décisions vont être prises, mais bel et bien à la Confédération que tout va se jouer.»

Sur le terrain, les élus se refusent de parler de désunion, mais on sent bien qu'ils marchent sur des œufs. «Pour obtenir un déclassement de l'autoroute actuelle, je suis obligé d'admettre que la piqûre devra peut-être se faire», reconnaît Vincent Jaques, syndic de Morges. Le son de cloche est bien évidemment juste à l'opposé du côté de ses deux homologues. «Avec les deux variantes actuelles de l'OFROU, c'est clair qu'il y a un conflit», souligne Philippe Guillemain, syndic de Lonay. On est contre la piqûre, ce qui implique donc qu'il n'y ait pas de déclassement non plus. Aujourd'hui, nous demandons par contre des études complémentaires pour contenter toute la région.» Et Eric Buehler, chef de l'exécutif de Bremblens, de préciser: «Tout le monde semble vouloir déclasser Morges, mais il ne faut pas que d'autres communes soient péjorées, d'où notre réaction.»

Une union indispensable

Si ces communes ont donné leur avis sur la question, les autres restent beaucoup plus discrètes. Il faut dire qu'une trop forte désunion compromettrait les chances d'obtenir les financements fédéraux nécessaires pour construire le ruban d'asphalte, soit près de 3,2 milliards de francs. Daniel Meienberger, syndic d'Echichens et député, en est tout à fait conscient: «Je ne comprends pas pourquoi il y a toute cette agitation. Nous n'avons même pas encore reçu les retours de l'OFROU sur les commentaires que nous avons fait au terme de l'étude d'opportunité.» Un avis que partage aussi Claire Richard. «Certains ont des méthodes coups de poing. Ce n'est pas constructif dans un dialogue. Il est vraiment important de garder une union si nous voulons obtenir quelque chose. Cela dit, je pense que les divergences de point de vue au sein de la région ne sont pas insurmontables.»

Attention à la surcharge de trafic

«Selon les études effectuées, il n'est pas possible de déclasser l'autoroute existante à travers Morges sans bretelle intermédiaire entre Lonay et Echandens. Il y aurait indéniablement un volume trop important de véhicules sur l'autoroute entre Villars-Sainte-Croix et Crissier. Ce qui engendrerait une surcharge de trafic non admissible dans ce

secteur.» Guido Biemann, porte-parole à l'Office fédéral des routes (OFROU), est catégorique sur ce point. «Cette option n'est pas réalisable, car tout le trafic doit passer dans le secteur de Crissier pour accéder au Sud et à l'Ouest lausannois. Nous ne voulons pas créer quelque chose qui va engendrer de nouveaux embouteillages.» Revenant enfin

sur la fameuse piqûre, le porte-parole ajoute encore: «Nous avons étudié plusieurs endroits où l'on pourrait construire une bretelle intermédiaire. Il s'est avéré que l'emplacement le plus favorable se trouvait entre Lonay et Echandens. Mais on est encore dans une phase de projet très général. Rien n'est déterminé clairement dans le détail.»